



Libye : Des milices ont tué des manifestants non armés ^[1]

L'attaque a fait 43 morts et de nombreux blessés, tandis que les forces de sécurité se sont abstenues d'intervenir

novembre 17, 2013

(Tripoli, le 17 novembre 2013) – Des milices de Misrata ont tiré à l'aide de fusils d'assaut, de mitrailleuses et d'armes lourdes sur des manifestants pour l'essentiel pacifiques à Tripoli le 15 novembre, tuant de nombreuses personnes, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui. Les affrontements qui ont suivi entre ces milices et d'autres groupes armés ont fait 43 morts et au moins 460 blessés. Les forces de sécurité de l'État présentes durant la manifestation initiale se sont apparemment abstenues de protéger les manifestants, ou d'arrêter et de désarmer les milices.

Le gouvernement libyen ^[2] devrait immédiatement tenir sa promesse de désarmer les milices et d'enquêter sur les événements, et faire en sorte que les membres et les commandants des milices rendent des comptes pour l'attaque, selon Human Rights Watch. Le gouvernement doit également expliquer pourquoi la police et les forces militaires ne sont pas intervenues alors que les tueries se poursuivaient.

« *Des citoyens libyens ont payé de leur vie pour les actes criminels de milices agissant en toute impunité* », a déclaré Sarah Leah Whitson ^[3], directrice de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord à Human Rights Watch. « *La Libye a besoin de forces de sécurité qui ne restent pas les bras croisés tandis que les milices tuent des manifestants non armés.* »

Le Conseil local de Tripoli, chargé de l'administration de la capitale, avait appelé à une manifestation pacifique le 15 novembre 2013, afin de protester contre la présence de groupes armés illégaux à Tripoli. Selon les organisateurs de la manifestation, des milliers de personnes ont défilé pacifiquement de la Place al-Quds vers le quartier de Gharghour, où des milices de Misrata ont occupé des maisons appartenant à d'anciens fonctionnaires du gouvernement de Mouammar Kadhafi. Les membres de ces milices opèrent souvent sous le couvert des forces de police ou de l'armée.

Human Rights Watch s'est entretenu avec huit témoins oculaires, dont des manifestants, des journalistes et des passants ayant assisté à la manifestation. Human Rights Watch a également visité deux hôpitaux de Tripoli au cours de la nuit du 15 novembre, et s'est entretenu avec des membres du personnel médical, des victimes ainsi que des membres de

leurs familles. Les huit témoins ont affirmé à Human Rights Watch qu'ils n'avaient vu aucune arme aux mains des protestataires au début de la manifestation. Ils ont déclaré que les milices de Misrata basées dans la région ont commencé à tirer directement et sans discernement sur les manifestants alors qu'ils approchaient du quartier de Gharghour en début d'après midi.

Moez, un protestataire qui était présent dès le début de la manifestation, a indiqué à Human Rights Watch que des milices de Misrata ont commencé à tirer sur les manifestants à partir de trois villas à Gharghour dès que les protestataires sont entrés dans la rue Gharghour. Il a affirmé que les manifestants n'utilisaient pas de violence ni ne menaçaient d'y recourir, mais scandaient « *Tripoli est libre, les milices doivent partir* » et « *Nous voulons l'armée, nous voulons la police, c'est le désordre en Libye.* »

Moez a déclaré que les deux premières victimes étaient des hommes – l'un d'eux, un homme âgé en habit libyen traditionnel, a été abattu et est décédé, tandis qu'un autre a été blessé au bras et à la jambe. Il a affirmé avoir vu sept blessés à ce stade initial.

Environ une heure après que les milices de Misrata aient commencé à tirer sur la foule, des hommes armés et des membres d'autres milices basées à Tripoli sont arrivés pour défendre les manifestants, a expliqué Moez.

Le nombre exact de manifestants tués au cours de la première série de tirs des milices de Misrata n'est pas connu. Le gouvernement a déclaré que 43 personnes sont mortes au cours de la journée et qu'au moins 460 ont été blessées. Parmi les 43 morts figuraient des personnes qui n'étaient apparemment pas impliquées dans la manifestation ou dans les affrontements – au moins deux membres du personnel médical en service, un journaliste et quelques étudiants – ainsi que des combattants qui étaient venus à l'aide des manifestants. Selon l'agence de presse étatique *LANA*, trois miliciens de Misrata ont également été tués au cours des affrontements.

Human Rights Watch a visité les services d'urgence et les morgues du Centre hospitalier de traumatologie Abou Salim et de l'Hôpital de la rue Zawiya à Tripoli, où les morts et les blessés ont été transportés au cours de la nuit du 15 novembre. Human Rights Watch a vu des hommes armés de diverses milices se déplacer librement dans ces deux hôpitaux.

À l'Hôpital de la rue Zawiya, les chercheurs de Human Rights Watch ont dénombré sept cadavres, dont celui d'une jeune femme dont le visage avait été oblitéré par des armes lourdes, selon le personnel médical. Les chercheurs de Human Rights Watch ont dénombré 18 autres cadavres à la morgue de l'hôpital de traumatologie Abou Salim, notamment le corps d'un jeune homme décapité et le corps d'un autre jeune homme coupé en deux au

niveau du torse.

Selon le personnel médical des deux hôpitaux, la plupart des blessures ont été causées par des armes lourdes, notamment des armes antiaériennes, des roquettes de type Hawn et des grenades propulsées. Certaines blessures étaient causées par des armes légères, notamment des fusils d'assaut Kalachnikov et des mitrailleuses.

Deux des victimes semblent avoir appartenu au personnel médical tentant de récupérer des blessés. Un témoin a déclaré à Human Rights Watch qu'un médecin du nom d'Abdelmunem a été tué et qu'un infirmier appelé Mohamed Jbali a été blessé quand l'ambulance dans laquelle ils se trouvaient a été criblée par des tirs de mitrailleuse et d'armes antiaériennes aux environs de 20h00 dans la rue Gharghour, près du lieu où l'affrontement principal a eu lieu.

« Nous avons déjà évacué une personne morte que nous transportions dans l'ambulance », a expliqué à Human Rights Watch un travailleur de la santé qui était présent. « Tout d'un coup, les tirs ont commencé. Ils nous tiraient dessus avec plusieurs types d'armes, notamment des armes antiaériennes lourdes. Ils ont touché au cou le médecin qui se trouvait avec nous dans l'ambulance. »

Deux autres travailleurs médicaux, qui n'ont pas été témoins de l'attaque, ont déclaré que le médecin et l'infirmier ont été touchés alors qu'ils se trouvaient dans l'ambulance.

Selon Reporters sans frontières ^[4], Saleh Ayad Hafyanaa, un cameraman couvrant les affrontements pour l'agence de presse *Fasatou*, figurait parmi les 43 tués. Trois autres professionnels des médias ont été blessés alors qu'ils couvraient les événements, et une station de radio locale, Tobacts, basée dans le quartier de Gharghour, a été attaquée et incendiée par des hommes armés inconnus, selon Reporters sans frontières.

Selon un reportage médiatique, huit étudiants de l'Université de Tripoli figuraient parmi les 43 victimes. Il s'agit de six jeunes hommes - Abdul Ati Zendah, Luay Al-Harathi, Mahmoud Waddan, Abdulrahman Kayim, Abdulaziz Bin Musa et Akram Al-Sharef - ainsi que de deux jeunes femmes, Aisha Sadiq et Marwa Amer.

Gharghour est un quartier huppé de Tripoli avec des villas ayant auparavant logé de hauts responsables du gouvernement de Kadhafi. Depuis la chute de Kadhafi en juillet 2011, ce quartier a effectivement été sous le contrôle de plusieurs milices de Misrata, qui se sont emparées de grandes parties de cette zone comme base pour leurs opérations à Tripoli. Les manifestants comptaient défilier dans le quartier de Gharghour pour tenter de convaincre les milices de déposer les armes et de quitter Tripoli.

Deux témoins oculaires ont déclaré à Human Rights Watch que les forces de sécurité de l'État étaient présentes lors de la manifestation initiale. Les organisateurs de la manifestation avaient annoncé leur projet de manifestation suite à des affrontements à Tripoli le 7 novembre entre les milices de Misrata et Tripoli, qui ont fait plusieurs morts et blessés. Le Premier ministre Ali Zeidan l'a confirmé le 16 novembre quand il a déclaré ^[5] que les forces armées présentes à la manifestation, notamment la police et l'armée, avaient ordre de ne pas intervenir. Il a expliqué que les forces de sécurité n'étaient pas en mesure d'intervenir car elles étaient plus faibles que les milices.

Le Premier ministre Zeidan a également déclaré que le procureur général allait lancer une enquête pour déterminer qui était responsable de la tuerie lors de la manifestation. Human Rights Watch a salué cette déclaration, mais a exhorté le gouvernement à agir rapidement pour désarmer les milices, en particulier celles responsables d'attaques violentes contre des citoyens.

Décrivant un incident connexe, un témoin joint par téléphone a déclaré à Human Rights Watch que le 16 novembre, des hommes armés de Misrata sont entrés dans le camp Al-Fallah de Tripoli pour les résidents déplacés de Tawergha ^[6] et qu'ils ont tiré sans discernement sur les personnes dans ce camp, faisant au moins un mort et trois blessés.

Ces milices et les autorités locales de Misrata ont interdit à environ 35 000 personnes, soit la population entière de Tawergha, de rentrer dans leurs foyers dans cette ville, qui a été gravement endommagée ^[7] par les milices de Misrata au cours des deux dernières années. Les milices de Misrata accusent la population de Tawergha d'avoir commis des crimes graves contre des individus à Misrata pendant le soulèvement de 2011 contre Kadhafi.

« *Que faudra-t-il faire pour maîtriser les milices violentes qui terrorisent le peuple libyen ?* », a conclu Sarah Leah Whitson. « *Pendant trop longtemps, le gouvernement a affirmé qu'il est trop dangereux de désarmer les milices – il devrait désormais être clair qu'il est trop dangereux de ne pas le faire.* »

URL source: <http://www.hrw.org/fr/news/2013/11/17/libye-des-milices-ont-tue-des-manifestants-non-armes>

Liens:

[1] <http://www.hrw.org/fr/news/2013/11/17/libye-des-milices-ont-tue-des-manifestants-non-armes>

[2] <http://www.hrw.org/fr/middle-eastn-africa/libya>

[3] <http://www.hrw.org/bios/sarah-leah-whitson>

[4] <http://fr.rsf.org/libye-un-journaliste-tue-et-plusieurs-16-11-2013,45465.html>

[5] http://www.lana-news.ly/ara/news/view/35975/%D8%B2%D9%8A%D8%AF%D8%A7%D9%86_%D8%A7%D9%84%D8%AD%D9%83%D9%88%D9%85%D8%A9_%D9%83%D8%A7%D9%86%D8%AA_%D9%85%D8%AA%D8%A7%D8%A8%D8%B9%D8%A9_%D9%84%D9%84%D9%85%D8%B8%D8%A7%D9%87%D8%B1%D8%A9_%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%84%D9%85%D9%8A%D8%A9_%D9%85%D9%86%D8%Bo_%D8%A3%D9%86_%D9%82%D8%AF%D9%85_%D8%B7%D9%84%D8%A8_%D8%A7%D9%84%D8%AD%D8%B5%D9%88%D9%84_%D8%B9%D9%84%D9%89_%D8%A3%D8%Bo%D9%86_%D9%84%D9%87%D8%A7

[6] <http://www.hrw.org/news/2013/06/27/libya-displaced-people-tawergha-barred-return>

[7] <http://www.hrw.org/revenge-crimes-against-tawerghans-libya>

© Copyright 2014, Human Rights Watch